

Note d'information

Janvier 2024



Security Assessment
in North Africa



small
arms
survey

CONTINUITÉ ET CHANGEMENT

L'armement des extrémistes au Mali

Holger Anders



Crédits et contributions

Directeur de série :
Matthew Johnson

Vérification des faits :
Darine Atwa

Révision :
Erin J. Brewer

Composition et mise en page :
Rick Jones

Relecture :
Stephanie Huitson

Cartes :
Jillian Luff, MAPgrafix

Traduction :
Aurélie Cailleaud

Première publication en anglais :
janvier 2024

Publication en français :
mars 2024

Le Small Arms Survey ne prend aucune position sur le statut ou le nom des pays ou des territoires mentionnés dans cette publication.

Photographie de couverture

« Des soldats du régiment de dragons légers et du régiment royal anglais procèdent, avec le soutien d'un spécialiste de l'équipe de recherche du génie royal britannique, à une saisie dans une cache d'armes aménagée par des terroristes présumés de Daesh ». (Royaume-Uni – Ministère de la Défense, 2021, traduction proposée par le Small Arms Survey). Publié sous licence OGL (Open Government Licence) britannique.

Photographies des pages centrales

Photos 1 et 2. Des armes et du matériel dont des extrémistes affiliés au JNIM se seraient emparés au Mali. Source : « Eagle Eye »@zarrar_11PK/Twitter (janvier 2024)

Photo 3. Des extrémistes affiliés au JNIM exhibent un lance-grenades automatique de l'ère soviétique de type AGS-17 qu'ils auraient pris à l'armée malienne. Source : @MENASTREAM/Twitter (janvier 2023)

Photo 4. Des armes dont des extrémistes affiliés à l'EI se seraient emparés au cours d'un assaut lancé contre des soldats maliens à Kobé. Parmi les armes identifiées, on peut voir deux fusils AKM, un fusil Zastava M70AB2, un fusil roumain PM md. 63 et un fusil SKS. Source : @war_noir (janvier 2024)

À propos de l'auteur

Holger Anders est un chercheur spécialiste de l'identification et du traçage des armes illicites utilisées au cours des conflits armés en Afrique. Entre 2014 et 2022, il a travaillé avec les Nations unies au Mali en qualité d'analyste des questions de terrorisme et de trafic. Il a aussi travaillé avec les Nations unies en Côte d'Ivoire et au Soudan, et avec le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), basé en Belgique. Il est titulaire d'un doctorat en études de la paix et a publié de nombreux articles, notamment sur le contrôle des armes légères et de petit calibre.

Remerciements

L'auteur tient à remercier la police et les forces armées maliennes, les forces armées françaises et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et les autres parties prenantes qui lui ont donné la possibilité d'accéder aux armes et munitions récupérées à la suite d'attaques menées par des extrémistes au Mali entre 2014 et 2022. Il remercie également les personnes qui ont accepté d'être interrogées dans le cadre de ses recherches. L'identification du matériel est le fruit exclusif du travail de l'auteur.

En bref

Dans cette note d'information, l'auteur examine les modalités selon lesquelles les extrémistes liés à al-Qaïda et à l'État islamique qui opèrent au Mali s'approvisionnent en armes, en munitions et en explosifs. Il analyse l'origine, le type et l'âge de ce matériel. Pour les besoins de cette étude, l'auteur a procédé à l'évaluation de près de 800 armes et 12 000 étuis de munitions récupérés par des autorités nationales ou internationales à la suite d'attaques menées par des extrémistes au Mali entre 2015 et 2022.

Principales conclusions

- Les extrémistes actifs sur le territoire malien parviennent toujours à se procurer des armes et du matériel – notamment de production récente – en les prenant aux forces armées sur les champs de bataille ou en s'approvisionnant auprès des trafiquants de la sous-région.
- Les flux illicites de matériel militaire à destination du Mali proviennent souvent de Libye, mais ils peuvent avoir d'autres origines sous-régionales, notamment dans le cas des composants d'explosifs commerciaux qui entrent dans la fabrication des engins explosifs improvisés (EEI).
- Les groupes extrémistes bien établis encouragent la création de nouvelles cellules en leur transférant une partie du matériel qu'ils se procurent, ce qui peut être considéré comme l'un des mécanismes clés de l'expansion de l'extrémisme violent au Mali.

Introduction

La situation du Mali en 2022 a notamment été façonnée par une décennie de violence armée perpétrée sur son territoire par des extrémistes violents. Depuis 2015, cette violence, à l'origine concentrée dans le nord, se propage dans le centre et le sud du pays, et fait des milliers de victimes parmi les membres des forces armées nationales et internationales, les soldats de la paix et la population civile. Dans cette note d'information, l'auteur mène l'enquête sur les armes, les munitions, les explosifs et le matériel connexe qui sont devenus les « instruments de la violence » perpétrée par les extrémistes liés à al-Qaïda et à l'État islamique (les « extrémistes » dans la suite de ce document) entre 2015 et 2022. Il propose également une mise à jour des résultats d'une recherche précédemment publiée par le Small Arms Survey sur la prolifération et le trafic de matériel dans le nord du Mali avant 2015¹.

Cette note d'information traite principalement du matériel militaire légalement produit et transféré par des acteurs étatiques avant d'être détourné vers des protagonistes extrémistes au Mali². L'auteur y examine trois sujets :

1. les éléments de continuité dans l'approvisionnement des extrémistes en « instruments de la violence » ;
2. les changements intervenus dans le matériel de contrebande et les sources d'approvisionnement ; et
3. les réseaux extrémistes identifiés grâce à la surveillance exercée sur ce matériel.

Les informations techniques qui ont servi de base à la rédaction de ce document sont extraites d'une base de données confidentielle sur les armes et le matériel des extrémistes mise à jour par l'auteur³. Cette base de données contient environ 400 entrées relatives à des attaques menées par des extrémistes au Mali entre 2015 et 2022, à l'occasion desquelles des autorités nationales ou internationales ont récupéré du matériel que l'auteur a pu examiner⁴. Elle contient également près de 200 entrées relatives à de la propagande de groupes extrémistes – documentée sous la forme de vidéos et de textes publiés sur les médias sociaux – axée sur les attaques qu'ils ont menées au Mali entre 2012 et 2022. L'identité de certaines des personnes interrogées dans le cadre de cette étude n'a pas été dévoilée pour des raisons de sécurité et de confidentialité. Tous les graphiques, cartes et tableaux qui figurent dans cette note d'information

ont été conçus à partir des travaux de l'auteur et des informations de la base de données précédemment décrite.

Dans cette note d'information, l'auteur traite tout d'abord de l'évolution du contexte sécuritaire au Mali depuis 2015⁵, puis de l'armement des extrémistes actifs au Mali avant 2015 et, enfin, des éléments de continuité et de changement qui caractérisent l'évolution de cet armement après cette date. Il expose, en outre, quelques considérations connexes sur les connexions entre groupes extrémistes au Mali.

Contexte

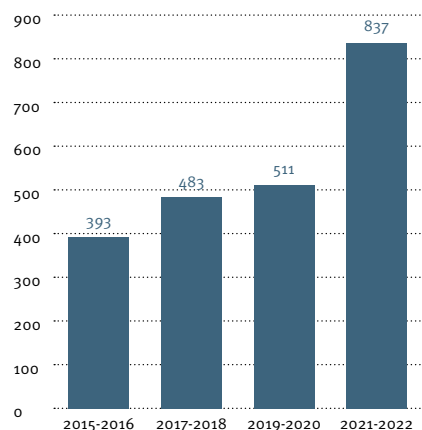
En 2014, des groupes liés à al-Qaïda ont mené des opérations dans tout le nord du Mali et ont, notamment, attaqué les forces armées françaises, les soldats de la paix onusiens et les forces armées maliennes (FAMA) stationnées dans cette zone. En 2015, les extrémistes ont considérablement étendu leur zone d'action, notamment grâce à l'émergence d'un nouveau groupe allié dans le centre du pays : la katiba Macina, également appelée Front de libération Macina (Gaffey, 2015 ; Dufka, 2016). Durant la même période, des transfuges de ces

différents groupes ont prêté allégeance à un groupe rival, l'État islamique, et crée le groupe État islamique au Grand Sahara (EIGS) (Le Roux, 2019). En 2017, les différents groupes liés à al-Qaïda actifs sur le territoire malien ont opéré une fusion pour créer le groupe Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) (ICG, 2021, p. 3). À ce jour, le JNIM et l'EIGS sont les principaux vecteurs d'insécurité et de violence extrémiste au Mali.

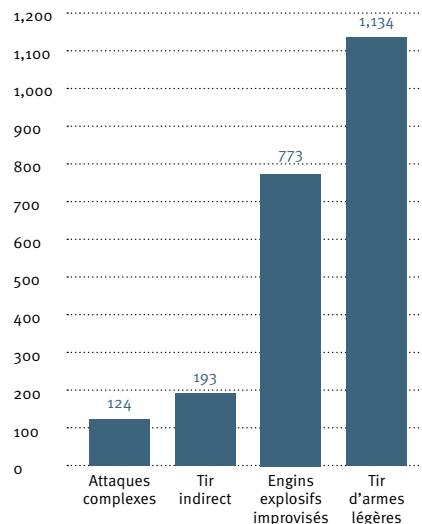
Le JNIM opère dans le nord et dans le centre du pays, mais aussi dans quelques zones du sud et de l'ouest. L'EIGS opère principalement dans les zones frontalières qui bordent le Burkina Faso et le Niger, dans le nord-est du Mali (voir la carte 2). Quand les activités des groupes extrémistes se sont propagées depuis le nord vers le centre du Mali, le nombre d'attaques connexes a augmenté. Comme le montre le graphique 1, au moins 393 attaques extrémistes ont été perpétrées sur la période 2015-2016. Ce chiffre a doublé pour atteindre 837 attaques sur la période 2021-2022. Au total, les extrémistes ont mené 2 224 attaques répertoriées entre 2015 et 2022 au Mali.

Le graphique 2 établit une typologie de ces attaques perpétrées sur le territoire

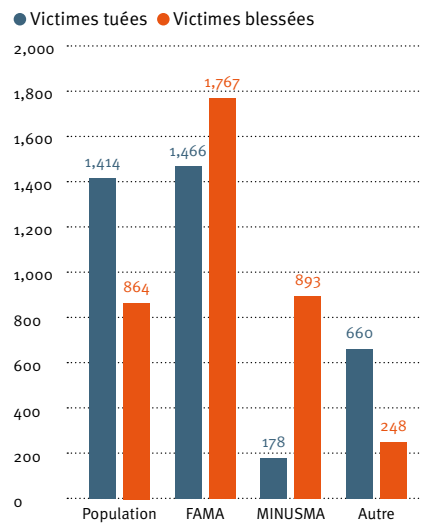
Graphique 1 Nombre d'attaques extrémistes au Mali par période de deux ans, 2015-2022



Graphique 2 Nombre d'attaques extrémistes au Mali par type d'attaque, 2015-2022



Graphique 3 Nombre de victimes d'attaques extrémistes au Mali par catégorie, 2015-2022



Source (graphiques 1-3): Anders (n.d.)

Carte 1 Carte politique du Mali



Source du fond de carte : OpenStreetMap

Source : Anders (n.d.)⁶

malien⁷. Sur les 2 224 attaques répertoriées entre 2015 et 2022, les extrémistes en ont perpétré un peu plus de la moitié – 1 134, soit 51 % – au moyen d’armes légères, notamment des fusils d’assaut, des mitrailleuses polyvalentes et des grenades propulsées par roquettes. Dans un peu plus d’un tiers des cas – 773 attaques, soit 35 % –, ils ont utilisé des EEI. Dans 193 autres cas, les groupes concernés ont recouru au tir indirect en bombardant des camps militaires avec des roquettes ou des obus de mortier. Et dans les 124 cas restants, ils ont mené des attaques dites complexes en combinant au moins deux des types identifiés, par exemple en lançant un assaut sur un camp militaire au moyen d’armes légères après l’avoir attaqué par tir indirect⁸.

Le graphique 3 propose une ventilation de ces attaques en fonction du type de victimes touchées. Les 2 224 attaques extrémistes perpétrées au Mali entre 2015 et 2022 ont fait 7 490 victimes, dont 3 718 ont été tuées et 3 772 blessées. 3 233 de ces victimes, soit près de 43 %, étaient des membres des forces maliennes de défense et de sécurité, et 2 278, soit 30 %, étaient des civil·e·s. Au troisième rang de ce classement meurtrier, on trouve les membres des missions de

maintien de la paix au Mali (1 071 victimes) et les autres catégories (908 victimes), dont les autres groupes armés, les milices, les groupes d’autodéfense et les forces armées françaises.

Différents facteurs expliquent vraisemblablement les coups d’État qui se sont produits au Mali en 2020 et 2021, parmi lesquels la dégradation continue de la situation sécuritaire au Mali depuis 2015, l’incapacité perçue des forces armées françaises à mettre fin à la violence extrémiste et l’instabilité socioéconomique (Dion et Sany, 2021). Dans le même temps, les relations diplomatiques entre la France et le Mali se sont détériorées au point de provoquer le retrait des forces françaises du territoire malien en 2021 et 2022 (Euronews, 2021 ; Al Jazeera, 2022). Les autorités de transition maliennes ont, en revanche, renforcé leur coopération en matière de sécurité avec la Fédération de Russie et le groupe russe de sécurité privée Wagner (Thompson, Doozee, et Bermudez, Jr., 2022).

Avec le soutien du groupe Wagner, les forces armées maliennes ont lancé de multiples opérations militaires contre des extrémistes présumés dans le centre du Mali en 2021 (Bensimon et Vincent, 2022) et dans certaines parties du nord

du pays dans la seconde moitié de l’année 2022 (Africanews, 2022). Ces opérations antiterroristes semblent avoir fait baisser le nombre d’attaques extrémistes perpétrées dans le centre du Mali en 2022 (Anders, n.d.), mais elles ne sont pas parvenues à mettre fin à la violence extrémiste puisque d’autres attaques ont été menées en 2023 (Euronews, 2023). Par ailleurs, l’EIGS étend méthodiquement sa présence dans les régions de Gao et de Ménaka (The Defense Post, 2023).

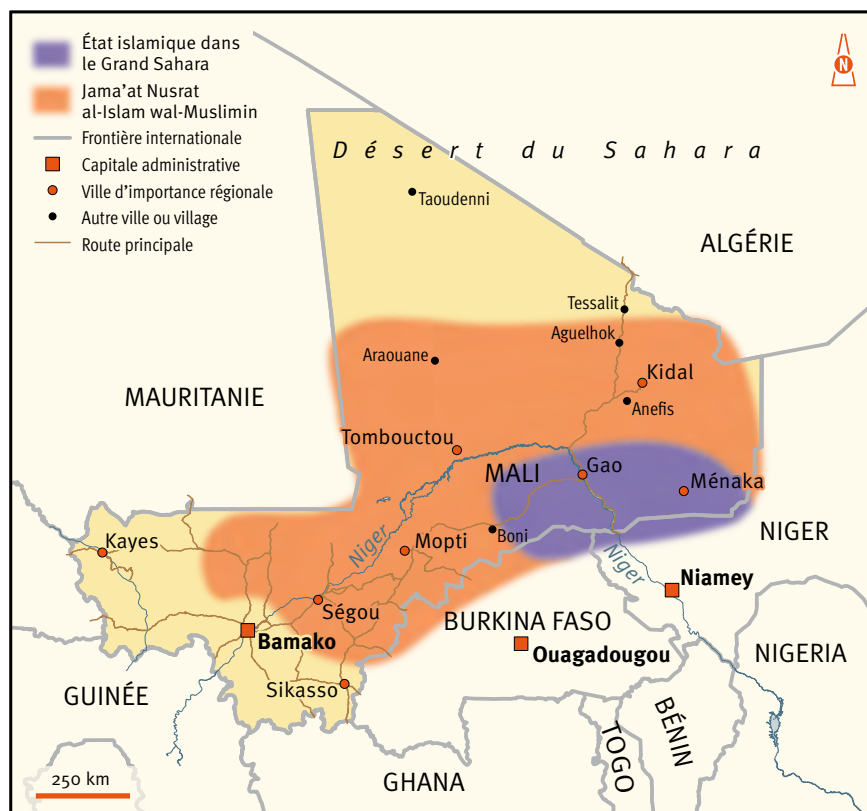
La continuité dans l’armement des extrémistes

L’armement des extrémistes avant 2014

Le Small Arms Survey a montré que, avant 2015, l’armement des extrémistes actifs au Mali provenait de trois sources. La première était le matériel en circulation illégale au Mali avant la rébellion de 2011 et 2012, qui est progressivement entré dans la sphère illicite du fait des différentes rébellions et des détournements de matériel étatique au Mali et dans d’autres pays de la sous-région qui se sont produits depuis 1960 (Florquin et Pézard, 2005, p. 51 ; Anders, 2015, p. 174). La deuxième source était le matériel dont les extrémistes se sont emparés en prenant d’assaut les stocks de l’armée malienne dans le nord du Mali en 2011 et 2012 (Anders, 2015, p. 174). Les entrepôts pillés contenaient notamment des armes légères et leurs munitions, ainsi que des munitions de moyen et gros calibre, dont des obus de mortier soviétiques de calibre 120 mm et des roquettes de calibre 122 mm (Anders, n.d.) (voir l’encadré 1). En 2014, les extrémistes utilisaient notamment ces munitions pour procéder à des tirs indirects sur des camps militaires du nord du Mali au moyen de plateformes de lancement improvisées (Anders, 2015, p. 161, 166).

Enfin, la troisième source était le matériel, dont des armes, que les combattants venus de Libye ont apportées quand ils ont rejoint la rébellion de 2011-2012 au Mali (CSNU, 2013, par. 144)¹⁰. Ils sont notamment arrivés avec des fusils d’assaut et des mitrailleuses montées sur des véhicules tout-terrain. Parallèlement, notamment en 2013 et 2014, les extrémistes se sont procuré du matériel complémentaire grâce au trafic illicite en provenance de Libye, notamment

Carte 2 Répartition approximative du JNIM et de l’EIGS au Mali, 2022



Source du fond de carte : OpenStreetMap

Source : Anders (n.d.)⁹

Encadré 1 Le pillage des stocks de munitions de moyen et gros calibre

Les munitions de moyen et gros calibre – de 21 mm à 122 mm – dont disposaient les groupes liés à al-Qaïda actifs dans le nord du Mali en 2014 présentaient un haut degré d’homogénéité (Anders, n.d.). Les munitions de même dimension étaient souvent d’un même modèle produit par le même fabricant la même année, et présentaient des numéros de lots quasi séquentiels. Par exemple, les roquettes de calibre 122 mm utilisées par les extrémistes au Mali en 2014 et après étaient toutes des roquettes 9M22U produites en ex-Union soviétique en 1973 et 1974 ou des 9M22M produites en 1988 (Anders, n.d.). Ces roquettes ont été utilisées par des groupes extrémistes pour procéder à des tirs indirects sur des camps militaires du nord du Mali, au moyen de « systèmes » de lancement improvisés, notamment des souches d’arbres contre lesquelles les opérateurs alignaient les munitions pour obtenir l’angle souhaité (Anders, n.d.).

Les extrémistes se sont notamment procuré ces munitions en 2012, en pillant les stocks de l’armée dans les villes d’Aguelhok, Kidal, Gao, Ménaka, Tessalit et Tombouctou (Anders, 2015, p. 174). Les vidéos de propagande analysées par l’auteur dans le cadre de l’élaboration de sa base de données confidentielle¹¹ attestent elles aussi de ces pillages. Certaines d’entre elles montrent notamment des extrémistes qui parquent devant les munitions et caisses de munitions dont ils se sont emparés à Tessalit et à Kidal (Anders, n.d.). En outre, des enquêteurs ont documenté la présence, en 2014, de caisses vides de munitions de moyen et gros calibre dans des dépôts abandonnés situés dans la ville de Gao ou à proximité. Les munitions utilisées par les extrémistes dans la région de Gao portaient des marquages indiquant le même producteur et les mêmes numéros de lot que ceux qui figuraient sur les caisses vides identifiées dans les entrepôts (CAR, 2016, p. 29-34).

L’homogénéité des munitions tient au fait qu’il s’agit de matériel obtenu par pillage d’entrepôts de l’armée malienne dans lesquels était stocké du matériel importé sous la forme de transferts de centaines ou de milliers de munitions du même fabricant et du même lot. En analysant les vidéos de propagande, on peut estimer que les extrémistes se sont emparés de près de 2 000 projectiles et obus de calibre 120 mm dans les seuls entrepôts de Kidal et Tessalit (Anders, n.d.).

des obus de mortier français de calibre 81 mm et des mines antichars belges (Anders, 2015, p. 176). Ils se sont donc mis à utiliser des obus de mortier pour procéder à des tirs indirects et des mines antivehicule pour mener des attaques à l’EEI sur les routes empruntées par les

convois militaires dans le nord du Mali (Anders, 2015, p. 165-166).

Le tableau 1 donne un aperçu des munitions de moyen et gros calibre utilisées par les extrémistes actifs au Mali en 2014, sur la base d’un recensement effectué par l’auteur.

Tableau 1 Les munitions de moyen et gros calibre utilisées par les extrémistes actifs au Mali en 2014

Catégorie	Calibre	Décennie de production	Fabricant/commentaire
Obus d’artillerie	122 mm	Années 1980	Union soviétique
Obus de mortier	120 mm	Années 1980	Union soviétique
	81 mm	Années 1970	France, flux illicites en provenance de Libye
	60 mm	Années 1970	Chine
		Années 1970	Belgique, flux illicites en provenance de Libye
Projectiles	23 mm	1980s/1990s	Divers (Bloc de l’Est)
Grenades propulsées	Divers	Années 1970/1980	Divers (Bloc de l’Est)
Roquettes	122 mm	Années 1970/1980	Union soviétique
	107 mm	Années 1990	Chine
	57 mm	Années 1980/2010	Bulgarie

Source : Anders (n.d.)

La continuité dans l’armement des extrémistes

Sur la période 2015-2022, les extrémistes actifs au Mali ont souvent mené leurs attaques au moyen d’armes, de munitions et de matériel connexe qu’ils s’étaient procurés avant 2014. Parmi les armes légères qu’ils ont le plus fréquemment employées, on peut citer les fusils d’assaut, les mitrailleuses polyvalentes, les mitrailleuses lourdes – de type Avtomat Kaláshnikova (AK), Pulemyot Kalashnikova Modernizirovannyi (PKM) et Degtyaryova-Shpagina Krupnokaliberny (DSHK) – montées sur des camions 4x4 et les grenades propulsées par roquette (Anders, 2018, p. 5 ; n.d.). Les armes récupérées au cours de cette période étaient généralement comparables à celles qui ont été répertoriées en 2014¹². Entre 2015 et 2022, les extrémistes ont donc continué à combattre avec des munitions de moyen et gros calibre, notamment des obus de mortier de calibre 60 mm, 81 mm et 120 mm et des roquettes de calibre 107 mm et 122 mm (Anders, 2018, p. 5 ; n.d.) et à utiliser des mines antivehicule pour perpétrer des attaques à l’EEI contre des convois militaires (Anders, n.d.).

En comparant les marquages du matériel récupéré à la suite des attaques menées en 2014 et de celles menées entre 2015 et 2022, il est possible de confirmer que les extrémistes ont continué à utiliser le matériel qu’ils détenaient déjà en 2014. Par exemple, les roquettes de calibre 122 mm fabriquées en ex-Union soviétique que les extrémistes ont utilisé sur la période 2015-2022 – dont certaines ont pu être analysées parce qu’elles n’avaient pas totalement détoné – étaient du même modèle et des mêmes années de fabrication que celles qui avaient été documentées en 2014 (Anders, n.d.). On peut légitimement en conclure que les extrémistes ont constitué leur stock de roquettes de calibre 122 mm avant 2014 et qu’ils ne s’en sont pas procurés par d’autres biais depuis cette date. Dans le cas contraire, on aurait pu s’attendre à noter la présence de périodes de fabrication et de modèles différents.

Dans la même logique, les marquages de culot des nombreuses cartouches d’armes légères récupérées sur les lieux des attaques extrémistes de 2014 étaient les mêmes que ceux que portaient les cartouches récupérées à la suite des attaques menées entre 2015 et 2022 (Anders, n.d.). En d’autres termes, les extrémistes actifs au Mali ont continué à utiliser, entre 2015 et 2022, le matériel qu’ils s’étaient procuré avant 2014.

La continuité dans les sources d’approvisionnement des extrémistes

Entre 2015 et 2022, les extrémistes ont reconstitué leurs stocks selon les mêmes modalités que durant la période précédente, notamment grâce aux prises de guerre – notamment du matériel des forces armées maliennes – et aux flux illicites en provenance de Libye et d’autres États de la sous-région (Anders, n.d.). Le matériel que les extrémistes se sont procuré durant cette période provenait, dans sa grande majorité, des mêmes sources que précédemment, et était parfois identique au matériel obtenu avant 2014 (Anders, n.d.). Cette continuité n’est pas surprenante, puisque les forces armées maliennes ont utilisé, entre 2015 et 2022, des munitions qu’elles avaient déjà en stock en 2014. En outre, selon des enquêtes menées en 2014, il semble que des extrémistes aient passé des obus de mortier de fabrication française en contrebande depuis la Libye jusque dans le nord du Mali (Anders, 2018, p. 5 ; CAR, 2016, p. 10). Ces flux illicites ont continué à circuler dans les années qui ont suivi, et ont permis de faire entrer différents types de matériel sur le territoire malien, dont des obus de mortier français de calibre 81 mm¹³.

En résumé, et comme on pouvait s’y attendre, les attaques menées entre 2015 et 2022 par les extrémistes actifs au Mali l’ont été au moyen du matériel qu’ils s’étaient procuré avant cette période. Ils ont aussi reconstitué leurs stocks selon les mêmes modalités que dans la période précédente. Mais, au-delà de cette continuité, on a aussi pu observer des changements dans le matériel utilisé sur la période 2015-2022, mais aussi dans l’importance relative des différentes sources d’approvisionnement en matériel. La section suivante traite de ces changements.

Les changements dans l’armement des extrémistes depuis 2015

Les changements dans le matériel

Certains types de matériel sont devenus de plus en plus rares après 2015. Jusqu’en 2016, les extrémistes procédaient aux tirs indirects principalement avec des roquettes de calibre 122 mm fabriquées en ex-Union soviétique, qu’ils avaient

récupérées dans les entrepôts militaires du nord du pays en 2012 (Anders, n.d. ; CAR, 2016, p. 31). Après cette date, elles ont été progressivement remplacées par des obus de mortier français de calibre 81 mm (Anders, n.d.), qui sont devenus, en 2022, le type de munition le plus fréquemment utilisé par les extrémistes pour leurs attaques indirectes (Anders, n.d.). On peut raisonnablement penser que les extrémistes ont opéré cette substitution parce qu’ils ont épuisé leur stock de roquettes de calibre 122 mm, mais aussi parce qu’ils ont développé une préférence pour les obus de mortier de 81 mm. Selon un analyste, ces obus de mortier de calibre 81 mm sont plus légers et plus faciles à transporter et à dissimuler que les roquettes, et ils permettent de viser plus précisément leur cible¹⁴.

D’autres munitions ont disparu de façon plus nette encore de l’arsenal des extrémistes, notamment les roquettes S-5KO de calibre 57 mm et les munitions bulgares de calibre 7,62 × 39 mm produites en 2011. Selon différents enquêteurs, les extrémistes s’étaient procuré ces deux types de munitions en pillant les stocks de l’armée situés à Ménaka et à Gao à la fin de l’année 2011 et au début de l’année 2012¹⁵. Ils ont utilisé des roquettes S-5KO bulgares – particulièrement dans le cadre d’attaques à l’EEI – à plusieurs reprises en 2014 et 2015 (CAR, 2016, p. 33 ; Anders, n.d.). Mais l’utilisation de ces roquettes n’a plus jamais été documentée au Mali après cette date (Anders, n.d.).

De même, des munitions bulgares pour armes légères de calibre 7,62 × 39 mm ont été répertoriées à plusieurs reprises sur les lieux d’attaques extrémistes en 2014 et 2015, mais elles se sont rarifiées après cette date. Leur présence a été documentée sur les lieux de 12 attaques en 2015, 6 en 2016, 3 en 2017, 2 en 2018 et une seule en 2019 (Anders, n.d.). Aucune de ces munitions n’a été documentée au Mali après cette date (Anders, n.d.). On peut donc penser que les extrémistes disposaient d’un stock limité de munitions bulgares produites en 2011, et que leur stock a fini par s’épuiser.

Les changements dans l’âge du matériel

Les données recueillies mettent en lumière un autre changement, lié cette fois à l’âge du matériel, ou plus précisément à leur année de production. En 2016, on a répertorié, au Mali, différentes munitions de calibre 7,62 × 39 mm, dont des munitions russes de 2014 et des munitions égyptiennes de 2015 (Anders, n.d.).

En 2018, on a documenté, pour la première fois, des cartouches fabriquées en Chine en 2016 (Anders, n.d.). Enfin, des munitions fabriquées dans la Fédération de Russie en 2017 ont été documentées pour la fois en 2019 (Anders, n.d.). En d’autres termes, les extrémistes utilisent à la fois des munitions âgées d’un ou deux ans et des munitions plus anciennes qu’ils ont en stock¹⁶.

Durant certaines périodes, les forces armées maliennes ont utilisé des munitions qui portaient les mêmes marquages de culot. On peut donc supposer que les extrémistes s’étaient emparés de ces munitions récentes sur les différents champs de bataille. Sur l’ensemble des munitions pour armes légères documentées depuis 2015, la proportion de matériel âgé de moins de cinq ans au moment de son identification peut sembler insignifiante. En effet, sur les plus de 400 munitions documentées de même calibre et portant des marquages identiques, celles produites récemment ne représentaient que 12 % du total (Anders, n.d.). Mais cette statistique masque le fait que la quantité réelle de douilles récentes retrouvées après les attaques extrémistes est de plus en plus importante. Bien qu’il s’agisse d’un cas isolé, on peut signaler que, lors d’un incident survenu en 2022, près de 50 % des quelque 80 douilles récupérées étaient de production récente¹⁷.

Les munitions récentes pour armes légères ne sont pas le seul matériel récent que les extrémistes se sont procuré et ont utilisé sur le territoire malien entre 2015 et 2022. Le 22 janvier 2022, des extrémistes ont mené une attaque par tir indirect contre l’aéroport de Gao, dans le nord du Mali (Kay, 2022). Selon les enquêtes menées sur le matériel retrouvé *a posteriori*, les assaillants ont utilisé des obus de mortier de calibre 120 mm fabriqués en Serbie en 2019 (Anders, n.d.). L’armée malienne n’utilise pas d’obus de mortier serbes, et il s’agissait de la première identification de ces munitions sur le territoire malien (Anders, n.d.). Dans le même ordre d’idée, des enquêtes datant du mois de mars 2022 ont permis de montrer que des extrémistes avaient utilisé, dans la région de Gao, des grenades de calibre 35 mm produites en Chine en 2016 (Anders, n.d.)¹⁸ qui n’avaient jamais été documentées au Mali précédemment (Anders, n.d.). En 2021 et 2022, des enquêteurs ont, en outre, montré que des extrémistes utilisaient des mitrailleuses lourdes produites en Chine en 2019 (Anders, n.d.).

Les données montrent donc que les extrémistes actifs au Mali complètent leur arsenal en y adjoignant du matériel de production récente.





Les changements dans le type de matériel¹⁹

Au mois d'août 2021, des extrémistes ont utilisé une grenade antichar de calibre 32 mm produite en Jordanie en 2013 au cours d'une attaque menée dans la région de Kidal (Anders, n.d.)²⁰. Ces grenades conçues pour pénétrer le blindage n'avaient jamais été documentées au Mali avant cette date (Anders, n.d.). Les grenades de calibre 35 mm utilisées au cours de l'attaque de l'aéroport de Gao en mars 2022 n'avaient, elles non plus, jamais été documentées au cours du conflit malien (Anders, n.d.). Ces deux types de grenades sont une adjonction aux capacités matérielles des extrémistes, dans la mesure où ces munitions éminemment mobiles – et, dotées d'une bonne cadence de tir dans le cas des grenades de calibre 35 mm – sont un bon complément aux grenades propulsées par roquette. Au milieu de l'année 2022, des enquêtes ont pour la première fois montré que des extrémistes avaient utilisé une mine directionnelle dans le centre du Mali²¹. Les mines de ce type sont un facteur d'élévation de la menace déjà préoccupante que font peser les mines et les EEI sur le Mali, puisqu'elles permettent de viser des véhicules sur un axe horizontal et de contourner les dispositifs antimines qui protègent le dessous des véhicules militaires.

Les changements dans les sources et modalités d'approvisionnement des extrémistes

Les prises de guerre

Avant 2015, les affrontements entre les extrémistes et les forces armées maliennes avaient principalement lieu dans le nord du pays, ce qui limitait géographiquement les prises de guerre des extrémistes au matériel dont ils pouvaient s'emparer sur les champs de bataille de cette zone. La situation a changé en 2015, au moment où les extrémistes ont commencé à étendre leur zone d'activités et à affronter l'armée malienne dans le centre du pays²². Entre 2015 et 2022, les extrémistes se seraient emparés d'armes et de matériel militaire au cours de près de cent attaques répertoriées dans la partie centrale du pays (Anders, n.d.). Mais ces attaques représentent moins de 5 % des 2 224 attaques enregistrées au Mali durant cette période. De plus, au cours de nombre d'entre

elles, les extrémistes n'ont récupéré que quelques armes à feu et véhicules. Les prises de guerre ne sont pas toutes importantes, notamment celles qui résultent des attaques menées contre des cibles « faciles », comme les postes ruraux ou les checkpoints de la police et de la gendarmerie (Anders, n.d.).

Malgré cette réserve, les prises de guerre constituent une importante source d'approvisionnement en matériel. Au cours de ces cent attaques répertoriées, les extrémistes se seraient emparés de plus de 170 véhicules et motos, de 200 fusils d'assaut, de plusieurs dizaines de mitrailleuses lourdes et légères et de plusieurs dizaines de milliers de munitions (Anders, n.d.). On peut raisonnablement penser que le nombre d'attaques ayant donné lieu des prises de guerre sous la forme de matériel (100) est sous-estimé. Mais il convient de garder à l'esprit le fait que l'armée malienne peut aussi prendre ou reprendre du matériel aux extrémistes au cours des combats, notamment depuis le lancement de ses opérations antiterroristes dans le centre du Mali à la fin de l'année 2021. Ces opérations auraient permis de récupérer, en 2022, des centaines d'armes et des milliers de munitions au cours des combats ou dans des caches d'armes aménagées par des extrémistes²³.

Les prises de guerre des extrémistes n'augmentent pas nécessairement le volume de matériel dont ils disposent. Mais elles leur permettent toujours de reconstituer leurs stocks (voir l'encadré 2).

Les flux illicites en provenance de la sous-région

Entre 2015 et 2022, les extrémistes du nord du Mali ont continué à s'approvisionner en matériel grâce aux flux illicites en provenance de Libye (Anders, 2018, p. 5). Bien que l'on ne dispose pas de données précises sur le nombre de convois concernés, certains observateurs pensent que ces convois se sont raréfiés à partir de 2017 ou de 2018²⁴. Toutefois, il semble qu'une partie de l'armement des extrémistes documenté en 2022 leur soit parvenu par l'intermédiaire de flux illicites récents en provenance de Libye (Anders, n.d.). On sait, par exemple, que les systèmes lance-grenades antichars de calibre 32 mm fabriqués en Jordanie prolifèrent illégalement en Libye (CSNU, 2019, p. 197, 267), tout comme les obus de mortier serbes de calibre 120 mm fabriqués en 2019 (CSNU, 2022, p. 187). On peut aussi légitimement penser que le type de mine directionnelle documentée dans le centre

Encadré 2 Les grosses prises de guerre des extrémistes

Les extrémistes sont plus susceptibles de faire de grosses prises de guerre quand ils envahissent et occupent temporairement un camp militaire. Au cours des attaques des camps militaires de Mondoro et de Boulikessi, en septembre 2019, par exemple, ils ont tué plus de 30 soldats maliens avant de piller les lieux (Anders, n.d. ; Eurafica, 2019).

Les extrémistes concernés ont, par la suite, affirmé qu'ils s'étaient emparés de gros volumes de matériel au cours de ces deux attaques (Anders, n.d.), notamment de cinq véhicules – dont deux équipés de mitrailleuses lourdes –, sept mitrailleuses lourdes, six mitrailleuses légères, 76 fusils d'assaut, trois lance-grenades, deux armes sans recul, deux mortiers, ainsi que des munitions (Reuters, 2019 ; Anders, n.d.).

Les extrémistes sont donc, indéniablement, en mesure de s'approprier de gros volumes de matériel diversifié au cours de leurs attaques.

du Mali et les mitrailleuses lourdes chinoises de calibre 12,7 mm qui y prolifèrent depuis peu proviennent de Libye (CSNU, 2022, p. 189, 337).

Il est donc possible que le matériel précédemment mentionné, dont la présence a été documentée au Mali en 2021 et 2022, soit entré dans le pays par l'intermédiaire de flux illicites en provenance de Libye (Anders, n.d. ; Koné, 2022). À la connaissance de l'auteur, aucun acteur, qu'il soit malien ou doté d'un mandat idoïne, n'a procédé au traçage de ce matériel pour identifier les pays producteurs. Ce matériel peut donc, certes, provenir de Libye, mais il pourrait aussi avoir été acheminé vers le Mali par des acteurs et selon des itinéraires non encore identifiés.

Le trafic d'explosifs commerciaux

Entre la période étudiée (2015-2022) et la précédente, le changement le plus notable est sans doute à chercher dans les sources et les modalités d'approvisionnement en composants d'EEI vendus dans le commerce – et plus particulièrement en nitrate d'ammonium (NA). Comme on le voit dans le graphique 2, les extrémistes ont mené plus de 770 attaques à l'EEI au Mali entre 2015 et

2022. Ces EEI étaient composés à la fois de mines antivehicule passées en contrebande depuis la Libye et de dispositifs qui contiennent du NA de fabrication industrielle (Anders, n.d.). Il convient de noter que le NA utilisé était à l'origine destiné au secteur extractif.

Sur la base des emballages d'origine du NA parfois retrouvé dans des caches, on peut affirmer que les extrémistes utilisent notamment du NA fabriqué au Ghana, le principal pays producteur d'explosifs miniers de la sous-région (Anders, n.d.). En 2017, des enquêteurs ont également documenté, dans une cache d'EEI située dans le centre du Mali, la présence d'explosifs miniers polonais produits en 2016 (Anders, n.d.). L'entreprise polonaise concernée a confirmé qu'elle avait légalement exporté ces explosifs destinés à une entreprise de services miniers basée au Ghana, qui a elle-même reconnu que des explosifs avaient pu être détournés pendant l'une de ses opérations sur le terrain²⁵. Plus tard, d'autres explosifs provenant de la même source ont été confisqués à des acteurs de la sphère illicite dans d'autres pays de la sous-région²⁶.

Plus généralement, les recherches menées par l'auteur sur la période 2015-2022 laissent penser que les extrémistes adoptent des modes opportunistes d'approvisionnement en matériel (Anders, n.d.). En d'autres termes, ils se sont procuré leur armement et le matériel connexe où et quand ils étaient en mesure de le faire, sans nécessairement recourir à des structures ou à des filières d'approvisionnement établies (voir l'encadré 3).

Les réseaux dans lesquels s'inscrivent les extrémistes

L'analyse des armes et munitions des extrémistes actifs au Mali entre 2015 et 2022 a mis en lumière des changements dans le matériel utilisé et dans les modalités d'approvisionnement. Ce travail d'analyse a également mis en lumière certains liens qui existent entre les différents sous-groupes qui composent le JNIM et l'EIGS. Ni l'un ni l'autre ne sont des entités « unitaires » dotées d'un commandement, de mécanismes de contrôle centralisés ou de chaînes de distribution (Anders, n.d.). Ils doivent plutôt être appréhendés comme des coalitions relativement souples de sous-groupes locaux qui opèrent sur le mode de la semi-autonomie (Anders, n.d.), comme en témoignent les différences entre sous-

Encadré 3 Des modalités opportunistes d'approvisionnement

Le 27 octobre 2018, des extrémistes ont attaqué le camp d'une opération de maintien de la paix onusienne situé à Ber, dans la région de Tombouctou (ONU Info, 2018). Ils ont tué deux soldats de la paix au cours de cette attaque menée au moyen de deux EEI de type véhicule-suicide – dont l'un n'a pas explosé –, de tirs indirects à l'obus de mortier, de mitrailleuses lourdes et d'autres armes légères et de petit calibre et de grenades propulsées par roquette (Anders, n.d.).

Après les faits, les enquêteurs ont retrouvé du matériel dans un camion qui n'avait pas explosé, dont des obus, des détonateurs, du cordon détonant, des explosifs, des bidons prévus pour le stockage des explosifs, du sucre dans son emballage – un substitut de carburant – et des emballages d'explosifs (Anders, n.d.). Le matériel avait été produit dans 12 pays d'Asie, d'Europe et d'Afrique (Anders, n.d.). Les extrémistes se sont procuré le matériel au Mali et dans les pays limitrophes (Anders, n.d.).

Cet exemple montre que le matériel utilisé par les extrémistes peut provenir des quatre coins du monde et leur parvenir par de multiples sources. Ces groupes ont un comportement d'achat opportuniste qui les pousse à se porter acquéreurs tant du matériel disponible sur les marchés locaux que de celui qui entre sur le territoire malien grâce au trafic sous-régional.

groupes en matière d'approvisionnement et de distribution de certaines munitions (Anders, n.d.).

Comme nous l'avons déjà mentionné, les extrémistes actifs au Mali ont, à partir de 2015, étendu leur zone d'action dans le centre et le sud du pays grâce à de nouvelles katibas (unités combattantes)²⁷. Celles-ci ont été créées par des extrémistes locaux qui avaient combattu aux côtés de leurs camarades dans le nord du Mali en 2012. Cette section montre que ces extrémistes locaux ont bénéficié de l'aide et du soutien matériel de leurs « sponsors » du nord, et ont ainsi pu recruter de nouveaux membres et les équiper dans le but d'ouvrir de nouveaux fronts contre ceux qu'ils considéraient comme leurs ennemis (Anders, n.d.). La katiba Macina – membre de la coalition du JNIM et elle-même composée de différents sous-groupes – est une bonne illustration de cette dynamique.

L'émergence de la katiba Macina²⁸

Le 5 janvier 2015, un groupe d'une trentaine de personnes a pris d'assaut le camp de l'armée malienne situé à Nampala, dans la région de Ségou, et aurait tué huit soldats (Lagneau, 2015). Le 16 janvier 2015, des assaillants auraient tué deux soldats au cours d'une attaque contre des positions de l'armée nationale à Ténenkou, dans la région de Mopti (Roger, 2015). Le 14 février 2015, deux autres soldats auraient été tués au cours de l'assaut lancé contre des positions de l'armée malienne à Youwarou, toujours dans la région de Mopti (Diarra, 2015; MIRG, 2018). Ces trois attaques

majeures sur des positions militaires ont marqué le début d'une campagne de huit attaques contre les forces armées maliennes dans les régions de Mopti et de Ségou menées au cours du premier trimestre de l'année 2015 (Anders, n.d.). Ces attaques étaient les premières de ce type dans le centre du Mali (Thurston, 2020, p. 172).

L'analyse des munitions pour armes légères utilisées pour perpétrer ces huit attaques et d'autres éléments de preuve a permis d'établir des liens entre ces événements et entre les assaillants. Les étuis de munitions retrouvés à proximité des positions de tir correspondaient, pour la plupart, à des munitions dont on savait qu'elles circulaient illégalement sur le territoire malien et, pour certaines, qu'elles faisaient partie de celles qu'utilisaient les extrémistes dans le nord du pays (Anders, n.d.). En revanche, certaines des munitions tirées au cours des trois grandes attaques de janvier et février 2015 n'avaient jamais été répertoriées au Mali (Anders n.d.). Il s'agissait notamment de munitions de calibre 7,62 × 39 mm produites au Soudan en 2009, 2011 et 2013, qui n'ont été documentées qu'à la suite de ces trois attaques (Anders, 2015, p. 177; n.d.; CAR, 2017, p. 10).

La carte 3 permet de visualiser les lieux respectifs des différentes attaques menées par des extrémistes dans le centre du Mali entre janvier et mars 2015, notamment ceux des trois grandes attaques qui ont marqué cette période et à la suite desquelles on a retrouvé des munitions soudanaises de calibre 7,62 × 39 mm caractéristiques (voir les marquages de culot en incrustation).

La présence de ces munitions soudanaises suggère l'existence d'un trafic

à destination du Mali, puisque les forces armées maliennes n'en ont apparemment jamais utilisé (Anders, n.d.) et personne n'a donc pu en détourner sur le territoire malien. En revanche, on peut raisonnablement penser que les extrémistes se sont procuré ces munitions expressément en vue de perpétrer les premières opérations de la campagne du premier trimestre 2015, puisqu'aucune d'entre elles n'a été identifiée par la suite. D'autres recherches ont montré que les extrémistes du centre du Mali ont, à leurs débuts, reçu du matériel fourni par les groupes extrémistes alliés du nord du pays (Thurston, 2020, p. 154). Ces derniers se sont probablement approvisionnés en munitions par l'intermédiaire de la Libye – un pays où les munitions soudanaises sont plus courantes – dans le but explicite de les fournir à leurs camarades du centre du Mali²⁹.

L'expansion de la katiba Macina et la propagation de ses munitions

De nouvelles cellules extrémistes locales ont encore été créées au Mali entre 2015 et 2022 (Anders, n.d.). En continuant à recruter et à soutenir les cellules naissantes, la katiba Macina a essaimé dans tout le centre du pays (Anders, n.d.). En

témoigne la propagation de certaines munitions pour armes légères que la katiba Macina et ses premiers sous-groupes étaient les seuls à utiliser au début de cette période. En 2015, les forces armées maliennes ont reçu des munitions égyptiennes de calibre 7,62 × 39 mm dans le cadre de la contribution égyptienne à la lutte antiterroriste³¹. En août 2016, la katiba Macina a lancé une attaque contre les forces armées maliennes stationnées à Youwarou, dans la région de Mopti, et s'est emparée d'une partie de ces munitions égyptiennes (Anders, n.d.).

Dans le mois qui a suivi, ces munitions ont commencé à réapparaître au cours de différentes attaques extrémistes, notamment dans le centre du Mali (Anders, n.d.). On peut donc raisonnablement rattacher toutes ces actions au même réseau extrémiste. À partir de l'année 2020, ces munitions ont commencé à apparaître dans des zones géographiques plus éloignées du lieu où elles avaient été récupérées (Anders, n.d.). Le fait que ces munitions aient par la suite été repérées dans le nord du Mali atteste de l'existence de flux de matériel à double sens : les extrémistes du nord du Mali envoient du matériel à ceux du centre, et ceux du centre envoient également à ceux du nord. Des munitions égyptiennes ont également été documentées à la suite d'une attaque

extrémiste menée dans le nord du Bénin en novembre 2021 (Anders, n.d.), ce qui vient étayer l'hypothèse, émise par certains chercheurs, selon laquelle les cellules extrémistes du Bénin ont reçu un soutien des extrémistes du centre du Mali au moment de leur création³².

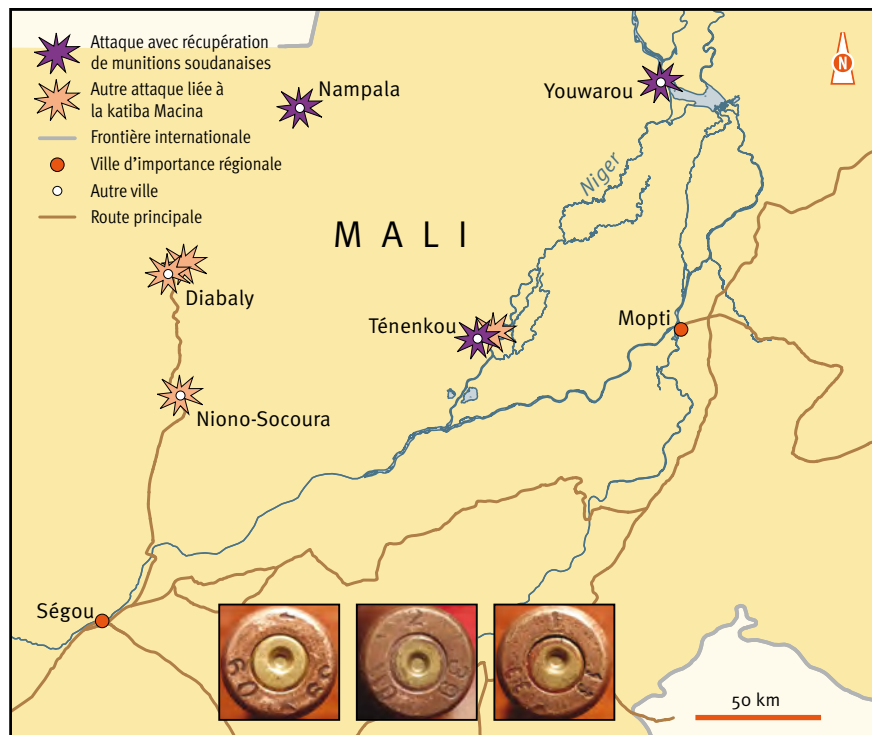
La carte 4 montre le lieu où s'est produit le détournement initial de ces munitions et ceux où des munitions du même type ont été identifiées après des attaques extrémistes menées dans le centre du Mali et, plus tard, au Bénin (voir, en incrustation, le marquage de culot de l'une d'entre elles, récupérée à proximité d'une position de tir). Elle montre également que, le temps passant, ces munitions ont été de moins en moins souvent identifiées après la période 2016-2017.

Les spécificités géographiques des munitions

La présence de certaines munitions parmi les éléments de preuves rassemblées après les attaques extrémistes peut permettre de déterminer des connexions de type réseau. Et leur absence dans de nombreux autres situations ou lieux peuvent indiquer l'existence de modalités d'approvisionnement indépendantes ou propres à certains groupes. Dans la région de Gao et de Ménaka, les extrémistes ont pillé des stocks de l'armée malienne à la fin de l'année 2011 et au début de l'année 2012, et se sont notamment emparés de roquettes bulgares de calibre 57 mm (Anders, n.d.). L'utilisation de ces roquettes n'a été documentée que bien plus tard (CAR, 2016, p. 29; Anders, n.d.). De même, il semble que les extrémistes n'aient eu qu'une seule occasion de se procurer des cartouches soudanaises produites en 2009, 2011 et 2013, dont la présence a été documentée après les attaques de début 2015 dans le centre du Mali (Anders, n.d.). On peut donc en déduire que les extrémistes se procurent parfois des quantités finies de munitions, comme les roquettes bulgares et les cartouches soudanaises, qui ne seront utilisées que dans une zone géographique et un laps de temps limités.

Dans la même logique, les extrémistes ont utilisé des obus de mortier iraniens de calibre 81 mm produits en 2011 au cours d'un certain nombre d'attaques indirectes contre des camps de soldats de la paix établis dans le nord du Mali (Anders, n.d.) – un total de 79 attaques ont été répertoriées entre 2017 et 2020 (Anders, n.d.). Pour la moitié d'entre elles, les enquêteurs

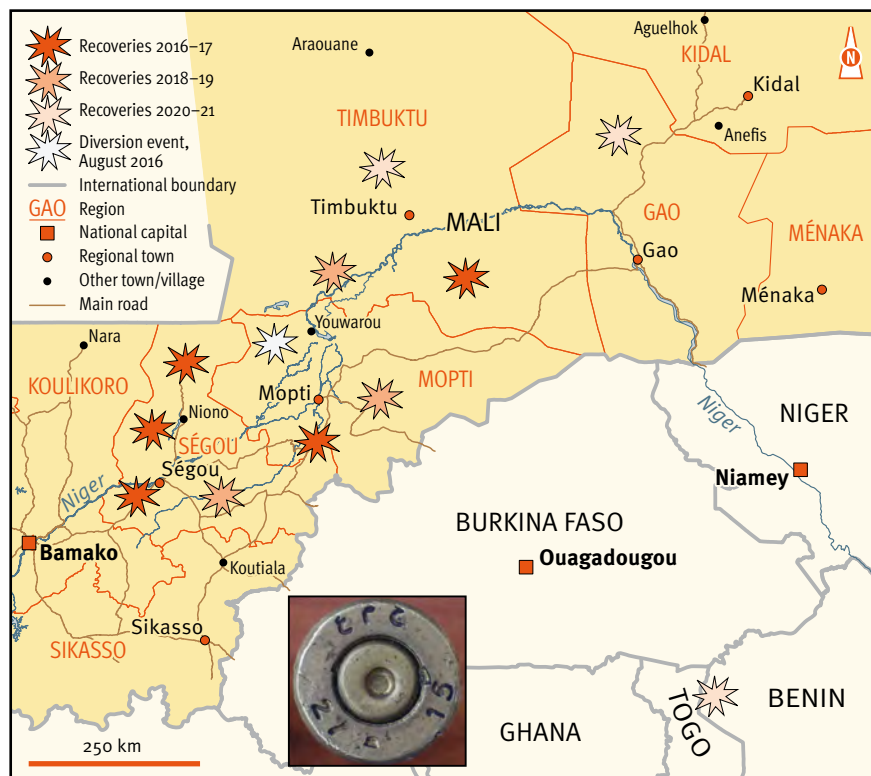
Carte 3 Les attaques extrémistes dans le centre du Mali, de janvier à mars 2015



Source du fond de carte : OpenStreetMap

Source : auteur³⁰

Carte 4 Détournement et identifications ultérieures de munitions produites en 2015, 2016-2021



Source du fond de carte : OpenStreetMap

Source : auteur³³

sont parvenus à déterminer le type et le calibre des roquettes ou obus de mortier utilisés (Anders, n.d.)³⁴. Au cours de 10 de ces 79 attaques au moins, les assaillants ont tiré des obus de mortier de calibre 81 mm (Anders, n.d.), des munitions particulièrement pertinentes dans l'optique de la surveillance des flux illicites de munitions parce que les forces armées maliennes n'en utilisent pas (Anders, n.d.).

Les attaques à l'obus de mortier de calibre 81 mm se sont toutes produites dans les régions de Kidal et de Tombouctou, et aucune dans les régions de Gao et de Ménéka (Anders, n.d.) ; ces munitions ont donc été utilisées dans un périmètre restreint. Sur les 10 attaques à l'obus de mortier de 81 mm, huit ont été menées au moyen d'obus français (Anders, n.d.), et les deux autres au moyen d'obus dont les caractéristiques laissent penser qu'ils ont été fabriqués en Iran durant l'année 2001 (Anders, n.d.)³⁵. Dans la mesure où les munitions iraniennes ne sont pas connues pour avoir été utilisées ou pour avoir proliféré en Libye³⁶, on peut légitimement penser qu'elles ont été acheminées depuis un autre pays étranger.

La carte 5 permet de visualiser les lieux et dates des attaques à l'obus de

mortier de calibre 81 mm contre des opérations onusiennes de maintien de la paix qui se sont produites entre 2017 et 2020. Certaines munitions, comme ces obus, présentent un intérêt particulier pour l'analyse des dynamiques propres à l'approvisionnement des groupes extrémistes et servent de base à l'émission des hypothèses relatives aux types de transferts et aux modalités d'approvisionnement de ces groupes.

Conclusion

Ce point de situation sur les flux d'armes illicites et l'instabilité au Mali met en lumière un certain nombre d'évidences, mais aussi quelques éléments intéressants qui se dessinent en filigrane. Entre 2015 et 2022, les extrémistes actifs au Mali ont continué à utiliser les armes et les munitions qu'ils s'étaient précédemment procurées. Ils ont aussi continué à s'approvisionner en matériel grâce à leurs prises de guerre et aux flux illicites d'armes en provenance de pays étrangers, notamment de Libye. Pour être plus précis, les extrémistes ont pu, durant cette période, se procurer tout un éventail d'armes et de munitions allant des fusils d'assaut aux mitrailleuses lourdes

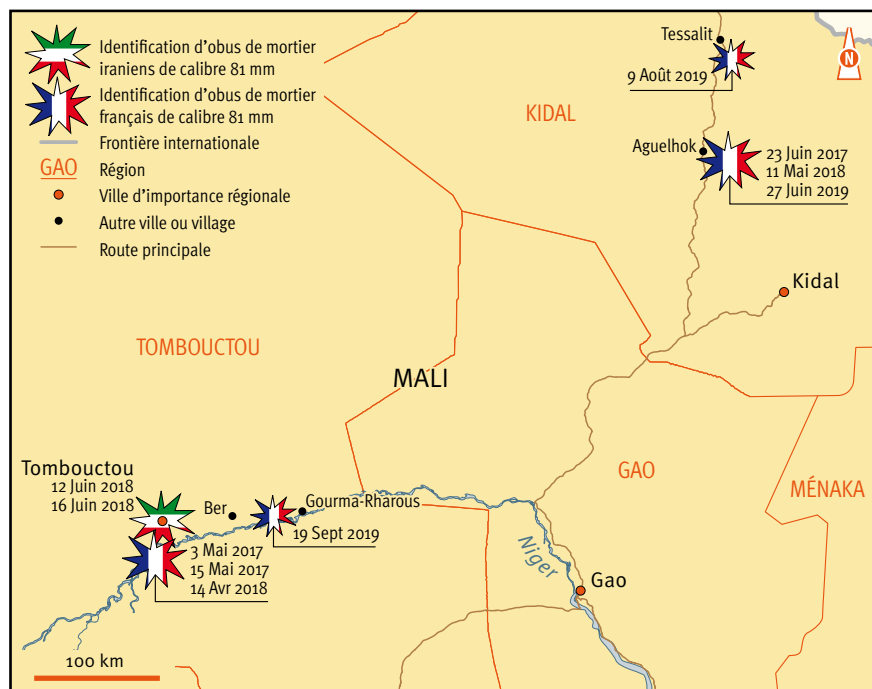
en passant par les obus de mortier et roquettes de tous les calibres, jusqu'à 120 ou 130 mm.

Les extrémistes sont parvenus à s'approvisionner en matériel âgé de moins de cinq ans au moment de leur utilisation, dont des obus de mortier de calibre 120 mm produits en 2019 et 2020 et des mitrailleuses lourdes documentées en 2021 et 2022. Grâce au trafic d'armes, ils ont pu mener leurs attaques au moyen de matériel qui n'avait encore jamais été répertorié au Mali, notamment des grenades de calibre 32 et 35 mm susceptibles de renforcer les capacités de leurs combattants extrêmement mobiles qui opèrent à moto.

Parmi les résultats les moins immédiatement visibles de cette étude, on peut tout d'abord évoquer l'augmentation de la proportion de matériel récent dans l'arsenal des extrémistes. Ils peuvent en effet s'emparer de matériel récent importé pour les besoins des forces armées ou en obtenir par l'intermédiaire de trafiquants qui se livrent au commerce illicite de matériel récent détourné dans d'autres pays de la sous-région. Les stocks d'armes des extrémistes qui opèrent au Mali sont, en partie, le reflet des armes et munitions en usage dans les forces armées de la sous-région. Dans cette note d'information, l'auteur montre que les prises de guerre n'augmentent pas nécessairement le volume d'armes et de munitions en la possession des extrémistes, mais qu'elles leur permettent de reconstituer continuellement leur stock. L'analyse met également en lumière le caractère opportuniste de leur approvisionnement. Plutôt que de s'appuyer sur une ou deux sources d'approvisionnement, les extrémistes semblent faire feu de tout bois et tenter de se procurer tout le matériel qu'ils peuvent trouver à l'échelle nationale ou sous-régionale. Enfin, les informations analysées ont permis de mettre en lumière l'existence d'un trafic d'explosifs miniers commerciaux en provenance des États côtiers ouest-africains et à destination des fabricants d'engins explosifs improvisés.

Par ailleurs, le suivi de l'évolution du matériel utilisé par les extrémistes est un outil qui peut permettre d'identifier les réseaux existants et les flux illicites. La répartition géographique de la présence et de l'utilisation de certaines armes et munitions – dont certaines munitions pour armes légères qui portent des marquages de culot spécifiques – sont autant d'éléments révélateurs de liens entre les différentes cellules du JNIM, un groupe lui-même lié à al-Qaïda. L'analyse de cette répartition

Carte 5 Les attaques à l'obus de mortier de calibre 81 mm contre les camps des opérations de maintien de la paix, 2017–20



Source du fond de carte : OpenStreetMap

Source : auteur³⁷

a également permis de lever le voile sur un mécanisme clé de l'expansion persistante des cellules extrémistes au Mali : le soutien matériel aux nouvelles cellules qui ouvriront de nouveaux fronts et contribueront par la suite à l'approvisionnement en matériel grâce aux prises de guerre résultant des attaques qu'ils mèneront contre les forces armées. Ces connexions existent à l'échelle nationale au Mali, et s'étendent probablement au-delà des frontières maliennes, dans différents pays de la sous-région. En témoigne le fait qu'un type de munitions dont l'usage était auparavant strictement limité au centre du Mali a été documenté au Bénin à la suite d'une attaque perpétrée à la fin de l'année 2021.

Au Mali, les perspectives de stabilisation sont compromises par la capacité persistante des extrémistes à se procurer des armes, des munitions et des explosifs. Parmi les mesures visant à atténuer la prolifération du matériel illégal et son trafic, on pourrait envisager de procéder plus systématiquement à la documentation et au traçage des armes, munitions et explosifs récupérés. Le traçage du matériel est un outil de compréhension des modalités d'approvisionnement et des réseaux existants, cette compréhension étant indispensable pour prendre des mesures susceptibles de perturber les futurs détournements

de matériel qui viendront remplir les arsenaux des extrémistes. Avec le récent retrait de la MINUSMA et des forces de maintien de la paix du territoire malien, les défis en la matière seront plus difficiles à relever. ●

Abréviations et acronymes

AK Avtomát Kaláshnikova

DSHK Degtyaryova-Shpagina Krupnokaliberny

EEI Engin explosif improvisé

EIGS État islamique au Grand Sahara

Extrémistes Extrémistes liés à al-Qaïda et à l'État islamique

JNIM Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin

MINUSMA Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali

NA Nitrate d'ammonium

ONU Organisation des Nations unies

PKM Pulemyot Kalashnikova Modernizirovannyi

Notes

1 Les conclusions de la recherche d'Anders (2015, p. 165-177) étaient au nombre de

trois : 1) les extrémistes se sont procuré davantage d'armes lourdes et de gros calibre que par le passé, dont des véhicules tout-terrain comme des camions 4×4 qui servent de plateforme mobile pour des mitrailleuses lourdes ; 2) les extrémistes s'approvisionnaient grâce aux détournements de matériel détenu dans les stocks de l'armée malienne et aux flux illicites en provenance de Libye et d'autres pays ; et 3) les extrémistes complétaient de plus en plus fréquemment leurs stocks datant de la guerre froide avec du matériel récent.

- 2 Cette note d'information ne traite pas des armes artisanales, notamment parce que l'auteur n'en a documenté aucune dans le cadre de cette recherche.
- 3 Anders (n.d.). La base de données sur le matériel utilisé par les extrémistes comprend environ 4 000 entrées pour la période 2014-2023. Cette base de données n'a pas vocation à l'exhaustivité, mais elle contient suffisamment de données vérifiées pour déterminer des tendances en matière de sécurité au Mali. Il convient de noter que des enquêtes sont en cours sur certains cas décrits dans cette note d'information et que l'auteur s'est, en conséquence, abstenu de donner certains détails qui permettraient d'identifier les faits ou parties concernés.
- 4 Pour plus d'informations sur la méthodologie de recueil et d'analyse des données, voir Anders (2023).
- 5 Pour des informations utiles sur le contexte malien avant 2015, voir Anders (2015) et Cascais (2022). Pour un calendrier des événements, voir BBC (2020).
- 6 D'autres recherches menées par Anders ont contribué à l'obtention de ces résultats.
- 7 Les données relatives aux attaques à l'EEI portent exclusivement sur les attaques, et excluent les EEI récupérés, les fausses alertes liées à un EEI ou les rapports sur de faux EEI.
- 8 Les pourcentages sont arrondis, ce qui explique que leur somme donne un total de 101 %.
- 9 D'autres recherches menées par Anders ont contribué à l'obtention de ces résultats.
- 10 Voir Anders (2015, p. 174-177) pour plus d'éléments contextuels.
- 11 Anders (n.d.).
- 12 Le type, le modèle, le fabricant et l'année de production étaient les mêmes que ceux du matériel précédemment identifié. Voir, par exemple, Anders (2015).
- 13 Entretiens avec des analystes des forces armées françaises, Bamako, Mali, 2015-2016.
- 14 Entretien avec un analyste des forces armées françaises, Bamako, Mali, 2018.
- 15 Entretiens avec des enquêteurs nationaux et sous-régionaux, Bamako, Mali, 2014.
- 16 Voir Anders (2018, p. 5) pour plus d'éléments contextuels.
- 17 Entretien avec un enquêteur sous-régional, Bamako, Mali, février 2022.
- 18 Une attaque de ce type a eu lieu à Tessalit, dans la région de Gao, le 21 mars 2022. Après l'attaque, les enquêteurs ont retrouvé l'une des grenades en question, non tirée

- et laissée à l'endroit d'où les assaillants avaient fait feu.
- 19 Le matériel cité dans cette section n'a pas été, à la connaissance de l'auteur, utilisé par les forces armées maliennes (Anders, n.d.). Il est entré sur le territoire malien par des voies illicites.
 - 20 Le 27 août 2021, des extrémistes ont lancé une grenade en direction d'une patrouille de soldats de la paix onusiens dans la ville de Kidal. La détonation n'a été que partielle, ce qui a ultérieurement permis de récupérer l'engin explosif et de l'identifier.
 - 21 Entretien avec un analyste spécialiste des EEI à Bamako, Mali, avril 2022.
 - 22 Voir États-Unis – Département d'État (2016) pour plus d'informations sur ces attaques.
 - 23 Entretien avec un représentant des forces armées maliennes, Bamako, Mali, décembre 2022.
 - 24 Entretiens avec des analystes nationaux et internationaux, Bamako, Mali, 2016-2020.
 - 25 Entretien avec un enquêteur spécialiste du trafic d'armes sous-régional, Bamako, Mali, mai 2022.
 - 26 Entretien avec un enquêteur spécialiste du trafic d'armes sous-régional, Bamako, Mali, mai 2022.
 - 27 Dans cette note d'information, le terme « katiba » désigne les unités combattantes des groupes extrémistes ou des groupes armés non étatiques au Mali, quel que soit leur effectif. Le terme *katiba* est communément utilisé pour désigner ces unités combattantes, mais il s'agit, littéralement, du singulier du mot arabe qui signifie brigade. Le terme correct pour désigner plusieurs brigades devrait donc être *kataeb*.
 - 28 Voir Zenn (2015) pour un aperçu des origines de la katiba Macina.
 - 29 Entretien avec un enquêteur spécialiste du trafic d'armes sous-régional, Bamako, Mali, novembre 2022.
 - 30 Les données sous-jacentes sont extraites d'Anders (n.d.). D'autres recherches d'Anders peuvent avoir contribué aux résultats obtenus.
 - 31 Entretien avec un représentant des forces armées maliennes, Bamako, Mali, janvier 2017.
 - 32 Entretien avec un enquêteur sous-régional, Bamako, Mali, février 2022.
 - 33 Les données sous-jacentes sont extraites d'Anders (n.d.). D'autres recherches d'Anders peuvent avoir contribué aux résultats obtenus.
 - 34 Parmi les armes et munitions utilisées au cours de ces attaques, on peut citer des roquettes de calibre 130 mm, 122 mm et 107 mm et des obus de mortier de calibre 120 mm, 81 mm et 60 mm.
 - 35 Les deux attaques ont eu lieu dans la ville et dans la région de Tombouctou les 12 et 16 juin 2018.
 - 36 Entretiens avec des enquêteurs spécialisés dans le trafic d'armes en Libye, communication par voie électronique, octobre 2022.
 - 37 Les données sous-jacentes sont extraites d'Anders (n.d.). D'autres recherches d'Anders peuvent avoir contribué aux résultats obtenus.

Références bibliographiques

- Africanews*. 2022. « Mali : des paramilitaires de Wagner investissent la base de Ménaka ». 16 juin.
- Al Jazeera*. 2022. « Last French Troops Leave Mali, Ending Nine-Year Deployment ». 16 août.
- Anders, Holger. 2015. « Inflation des arsenaux : l'armement des insurgés dans le nord du Mali ». In *Small Arms Survey. Small Arms Survey 2015 : les armes et la planète*. Cambridge : Cambridge University Press, p. 157-185.
- . 2018. *Monitoring Illicit Arms Flows: The Role of UN Peacekeeping Operations*. Note d'information. Genève : Small Arms Survey. Juin.
- . 2023. *Peacekeeping in Hostile Environments: The Impact of Illicit Arms on MINUSMA*. Rapport. Genève : Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR). Août.
- . n.d. « Confidential Database of Weapons and Ammunition Recovered from Extremist Attacks in Mali and Related Extremist Propaganda Claims, 2014–23 ». Page consultée en novembre 2023. Base de données non publiée.
- BBC*. 2020. « Mali Profile – Timeline ». 26 août.
- Bensimon, Cyril et Elise Vincent. 2022. « Au Mali, les mercenaires Wagner progressent au centre du pays ». *Le Monde*. 6 janvier.
- CAR (Conflict Armament Research). 2016. *Investigating Cross-Border Weapon Transfers in the Sahel*. Rapport. Londres : Conflict Armament Research. Novembre.
- . 2017. *Sudanese Stockpiles and Regional Weapon Diversion*. Rapport. Londres : Conflict Armament Research. Mai.
- Cascais, Antonio. 2022. « Mali's Crisis Hits 10-year Mark ». *Deutsche Welle (DW)*. 30 mars.
- CSNU (Conseil de sécurité des Nations Unies). 2013. Rapport final du Groupe d'experts créé par la résolution 1973 (2011) concernant la Libye. S/2013/99 du 9 mars 2013.
- . 2022. Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité. S/2022/427 du 27 mai 2022.
- . 2019. Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité. S/2019/914 du 9 décembre 2019.
- Diarra, Abdoulaye. 2015. « Accrochages meurtriers entre l'armée et des assaillants à Gathiloumo (Youwarou) : 2 militaires tués, 3 blessés et plusieurs bandits abattus ». *L'Indépendant*, via MaliWeb. 16 février.
- Dion, Ena et Joseph Sany. 2021. *After Two Coups, Mali Needs Regional Support to Bolster Democracy*. Analysis and Commentary. Washington : United States Institute of Peace. 9 décembre.
- Dufka, Corinne. 2016. « Confronting Mali's New Jihadist Threat ». *The New York Times*. 9 mai.
- États-Unis – Département d'État. 2016. *Country Reports on Terrorism 2015*. Rapport. Washington : Département d'État des États-Unis. 2 juin.
- Eurafrica*. 2019. « Mali : le bilan de la double attaque de Boukessi et Mondoro s'alourdit ». 10 octobre.
- Euronews*. 2021. « Coup d'État au Mali : la France suspend ses opérations militaires avec l'armée malienne ». 4 juin.
- . 2023. « Mali : 10 civils tués dans une attaque dans le centre du pays ». 23 avril.
- Florquin, Nicolas et Stéphanie Pézard. 2005. « Insurrection, désarmement et insécurité dans le nord du Mali, 1990-2004 ». In Nicolas Florquin et Eric G. Berman, dir., *Armés, mais désœuvrés : groupes armés, armes légères et sécurité humaine dans la région de la CEDEAO*. Genève : Small Arms Survey, p. 46-77.
- Gaffey, Conor. 2015. « Mali Hotel Attack: What Is the Macina Liberation Front, Mali's Boko Haram ». *Newsweek*. 24 novembre.
- ICG (International Crisis Group). 2021. *Mali : créer les conditions du dialogue avec la coalition jihadiste du GSIM*. Rapport. Bruxelles : International Crisis Group. 10 décembre.
- Kay, Linda. 2022. « French Brigadier Dies in Mali Blast, Mali Cuts Diplomatic Ties With France ». *Defense World*. 22 janvier.
- Koné, Hassane. 2022. « Le trafic d'armes entre la Libye et le Niger reprend de plus belle ». Institut d'Études de Sécurité (ISS). 28 juillet.
- Lagneau, Laurent. 2015. « Attaque de Nampala au Mali : la piste jihadiste se confirme ». *opex360*. 6 janvier.
- Le Roux, Pauline. 2019. « Comment l'État islamique dans le Grand Sahara exploite les frontières au Sahel ». Centre d'études stratégiques de l'Afrique. 21 juin.
- MIRG (Mailink Investigative Reporting Group). 2018. « Liste des attaques terroristes au Mali ». Malijet. 19 mars.
- ONU Info. 2018. « Mali : l'ONU condamne des attaques meurtrières contre ses camps à Ber et à Konna ». 27 octobre.
- Reuters*. 2019. « Al Qaeda Affiliate Claims Deadly Attack on Malian Army ». 8 octobre.
- Roger, Benjamin. 2015. « Mali : au moins deux soldats maliens tués dans l'attaque contre Ténenkou, près de Mopti ». *Jeune Afrique*. 16 janvier.
- Royaume-Uni – Ministère de la Défense. 2021. « British Soldiers Seize Daesh Arms Cache in Mali UN Peacekeeping Operation ». Site web de l'armée britannique, News & Events. 15 mai.
- The Defense Post*. 2023. « IS Jihadists Take Key Northeastern Village in Mali ». 12 avril.
- Thompson, Jared, Catrina Doxsee, et Joseph S. Bermudez, Jr. 2022. « Tracking the Arrival of Russia's Wagner Group in Mali ». Centre for Strategic & International Studies. 2 février.
- Thurston, Alexander. 2020. « Central Mali: The Possibilities and Limits of Incorporation ». In *Jihadist of North Africa and the Sahel: Local Politics and Rebel Groups*. Cambridge: Cambridge University Press, p. 147-191. 15 octobre.
- Zenn, Jacob. 2015. « The Sahel's Militant "Melting Pot": Hamadou Kouffa's Macina Liberation Front (FLM) ». *The Jamestown Foundation Terrorism Monitor*, Vol. 13, No. 22, p. 3-6.

À propos du projet SANA

Le projet **Évaluation de la sécurité en Afrique du Nord (SANA)** du Small Arms Survey soutient les acteurs engagés dans la création d'un environnement plus sûr en Afrique du Nord et dans la région du Sahel-Sahara. Il produit, en temps opportun et en se fondant sur des données probantes, des études et analyses sur la disponibilité et la circulation des armes légères, la dynamique des groupes armés émergents et l'insécurité liée à ces phénomènes. Le projet est tout particulièrement axé sur les effets locaux et transnationaux des conflits armés sur la sécurité communautaire dans la région.

Le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas est la principale source de financement du projet SANA. Celui-ci a en outre bénéficié du soutien d'Affaires mondiales Canada, du département fédéral suisse des Affaires étrangères, du ministère danois des Affaires étrangères, du ministère allemand des Affaires étrangères, du ministère royal norvégien des Affaires étrangères et du Département d'État des États-Unis.

Pour plus d'informations, consultez le site www.smallarmssurvey.org/sana.

Le Small Arms Survey est un centre de connaissances appliquées spécialisé dans la prévention et la réduction de la prolifération des armes légères illicites et de la violence armée. Il a vocation à orienter les politiques et pratiques en la matière, en produisant des données, des connaissances factuelles ainsi que des ressources et outils de référence, en dispensant des conseils et des formations sur mesure et en réunissant praticien-ne-s et responsables politiques.

Le Small Arms Survey est un programme associé de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, en Suisse, qui s'appuie sur une équipe internationale de spécialistes des domaines de la sécurité, des sciences politiques, du droit, de l'économie, du développement, de la sociologie, de la criminologie, des bases de données et de la gestion de programmes. L'équipe travaille en collaboration avec un réseau de chercheur-e-s, de praticien-ne-s, d'institutions partenaires, d'organisations non gouvernementales et de gouvernements qui opèrent dans plus de 50 pays.

Les activités et produits du Small Arms Survey sont financés par des bailleurs qui soutiennent tant son fonctionnement que ses projets. La liste complète des bailleurs actuels et des projets en cours peut être consultée sur le site internet du programme.

Pour plus d'informations, consultez le site www.smallarmssurvey.org.

Contact details

Small Arms Survey
Maison de la Paix, Chemin Eugène-Rigot 2E, 1202 Genève, Suisse

t +41 22 908 5777

e info@smallarmssurvey.org

Une note d'information publiée par le projet SANA du Small Arms Survey, avec le soutien du ministère néerlandais des Affaires étrangères.

Pour suivre
le Small Arms Survey



@SmallArmsSurvey



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands